



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOURS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOU, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOURS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Benoît NAOUS

Secrétaire de séance

Véronique BLONDEL

CONSEIL MUNICIPAL du 8 juin 2026

M_DL260608_107

VIE ASSOCIATIVE ET DISPOSITIFS DE PREVENTION - CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (CPOM) DE LA PREVENTION SPECIALISEE 2026 -2030 ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME, L'ASSOCIATION HAVRAISE D'ACTION ET DE PROMOTION SOCIALE (AHAPS) ET LES VILLES DU HAVRE, BOLBEC, ET MONTIVILLIERS - PROJET DEFINITIF - ADOPTION - AUTORISATION - SIGNATURE DU CPOM - VOTE DE LA SUBVENTION AHAPS ANNEE 2026 - AUTORISATION - VERSEMENT

Monsieur Sylvain CORNETTE, Adjoint au Maire – Le Département de la Seine-Maritime définit la politique de prévention spécialisée dans sa compétence en matière de protection de l'enfance. La prévention spécialisée doit tendre, « à prévenir la marginalisation et faciliter l'insertion, la promotion sociale des jeunes et des familles dans des lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale ».

La dernière convention cadre entre le Département, l'Association Havraise d'Action et de Promotion Sociale (AHAPS) et les villes du Havre, de Bolbec et de Montivilliers ayant pour échéance 2020-2022, des conventions annuelles ont été mises en place en 2023, 2024 et 2025 dans l'attente d'un nouveau Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens porté par le Département de la Seine-Maritime.

La démarche d'élaboration du CPOM cadre présentée ce jour s'inscrit dans une dynamique transversale et d'éco-construction entre les parties prenantes, pilotée par la Direction Enfance Famille du Conseil Départemental de la Seine-Maritime. Six groupes de travail pluridisciplinaires et partenariaux se sont déroulés entre début mars et début juillet 2025.

Le CPOM 2026-2030 définit les périmètres et les objectifs du contrat, la mise en œuvre et les actions qui y sont attachées. Ils sont énoncés dans sept fiches action. Les dispositions financières font l'objet d'un chapitre déclinant la participation financière des villes et les documents budgétaires obligatoires. Les modalités de versement pour la Ville de Montivilliers se font sur la base de 2 acomptes et un solde selon un calendrier précis.

Pour notre Ville, la subvention est votée annuellement par le Conseil Municipal et représente au total 20 979 € pour l'année 2026.

Ce Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens de la Prévention spécialisée est consenti et accepté pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2030.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L1612-25 et L2121-29 ;

VU le code de l'action sociale et des familles ; et particulièrement l'article L221-1 intégrant la prévention spécialisée dans l'action de l'Aide Sociale à l'Enfance ;

VU l'arrêté du 27 septembre 2007 du Président du Département de la Seine-Maritime délivrant à l'association Havraise d'Action et de Promotion Sociale l'autorisation de fonctionnement pour exercer ses missions de prévention spécialisée sur les villes du Havre, de Bolbec et de Montivilliers ;

VU la délibération n°1.4 du Conseil Départemental de la Seine-Maritime en date du 4 octobre 2016 adoptant la convention cadre en matière de prévention spécialisée ;

VU la délibération n° 1.22 du 18 novembre 2019 de la commission permanente renouvelant la convention cadre pour les services de prévention spécialisée ;

VU Les conventions cadres 2020 – 2022 relative à la prévention spécialisée ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télerecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

VU la délibération n°221212-187 du 12 décembre 2022 prorogeant les conventions cadres de la prévention spécialisée au 31 décembre 2023 ;
VU la délibération n°240624-086 du 6 juin 2024 sur la convention 2024 entre le Département, l'AHAPS et les villes du Havre, Bolbec et Montivilliers ;
VU la délibération n°250623-109 du 23 juin 2025 sur la convention 2025 entre le Département, l'AHAPS et les villes du Havre, Bolbec et Montivilliers ;
VU la délibération n°1.11 du 5 mars 2026 du Conseil Départemental de la Seine-Maritime adoptant le CPOM 2026-2030 de la prévention spécialisée ;
VU le budget primitif de l'exercice 2026 ;
VU le rapport de M. Sylvain CORNETTE, Adjoint au Maire en charge de la Vie associative, de la Médiation et de la Cause animale ;
VU La commission municipale n° 1 « Solidarités, Santé, Vie associative et Sportive » réunie le 29 mai 2026, consultée ;

CONSIDÉRANT

- La volonté des parties de travailler conjointement à l'élaboration d'un nouveau dispositif conventionnel ;
- La nécessité de réaffirmer le pilotage départemental en engageant une nouvelle forme de contractualisation pluriannuelle d'objectifs et de moyens (CPOM) multipartites entre la prévention spécialisée, les villes du Havre, Bolbec, Montivilliers et le Département de la Seine-Maritime ;
- La nécessité de poursuivre la démarche de consolidation de l'activité de prévention spécialisée sur le territoire départemental ;
- L'importance de poursuivre le travail engagé par les équipes éducatives de l'AHAPS en direction des familles montivillonnaises ;
- Que les services municipaux ne peuvent pas mettre en œuvre ces interventions spécifiques déclinées notamment autour du travail de rue et de la présence sociale ;
- La volonté commune du Département de la Seine-Maritime, de la Ville de Montivilliers et de l'Association Havraise d'Action et de Promotion Sociale de travailler en partenariat en intégrant les orientations départementales et locales en matière de prévention spécialisée ;

Faisant suite à l'aboutissement des travaux menés par le Département de la Seine-Maritime, via la Direction Enfance Famille avec la prévention spécialisée, via l'Association Havraise d'Action et de Promotion Sociale (AHAPS), les communes du Havre, de Bolbec et de Montivilliers, le CPOM cadre 2026-2030 a été élaboré pour une mise en application à partir du 1er janvier 2026 ;

Il est donc proposé le CPOM cadre 2026-2030, complété de 7 fiches actions à travailler sur la durée du CPOM entre 2026 et 2030.

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'adopter** le CPOM 2026-2030 pour la continuité des actions de prévention spécialisée avec le Département de la Seine-Maritime, l'Association Havraise d'Action et de Promotion Sociale (AHAPS) et les villes du Havre, de Bolbec et de Montivilliers ;
- **D'autoriser** Monsieur Le Maire, ou son représentant, à signer le CPOM 2026-2030 entre le Département de la Seine-Maritime, l'Association Havraise d'Action et de Promotion Sociale (AHAPS) et les villes du Havre, de Bolbec et de Montivilliers ;
- **D'attribuer** une subvention de fonctionnement à l'association d'un montant total de 20 979 € pour l'année 2026, selon les modalités définies dans le CPOM cadre 2026-2030 entre le Département de la Seine-Maritime, l'association Havraise d'Action et de Promotion Sociale (AHAPS) et les villes du Havre, de Bolbec et de Montivilliers.

Imputation budgétaire Exercice 2026

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Budget principal
Sous-fonction et rubriques : 025
Nature et intitulé : 6574 subvention de fonctionnement aux associations
Montant de la dépense : 20 979 € euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

